

Cuba dénonce à l'ONU l'impact néfaste des mesures coercitives

Image not found or type unknown



Photo : Prensa Latina.

Nations Unies, 13 juin (RHC) Cuba a rejeté jeudi à l'ONU l'application de mesures coercitives, qualifiant de néfaste leur impact dans les conditions actuelles d'une économie internationale en crise et l'augmentation inacceptable de leur utilisation.

S'exprimant devant l'Assemblée générale, le vice-ministre cubain des Affaires étrangères Elio Rodríguez a rappelé que l'utilisation de telles mesures affecte les efforts visant à atteindre les objectifs de

développement durable ainsi que les plans de développement nationaux.

Les mesures coercitives unilatérales empêchent l'insertion dans les marchés internationaux sur un pied d'égalité, de manière équitable et inclusive, a-t-il fait remarquer.

Le vice-chancelier a rejeté le siège économique et commercial imposé par Washington à son pays, considéré comme le système de mesures coercitives unilatérales le plus sévère et le plus long jamais appliqué à une nation.

Il s'agit, a-t-il dit, d'un acte délibéré de guerre économique visant à empêcher le pays de percevoir des revenus financiers, à détruire la capacité du gouvernement à répondre aux besoins de la population, à effondrer l'économie et à créer une situation d'ingouvernabilité.

Le blocus est une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme de tous les Cubains, et il est presque unanimement désavoué par la communauté internationale, a-t-il souligné, rappelant que 80 % de la population cubaine est née sous les effets de cette politique.

La politique d'étouffement de Washington a été encore renforcée par l'inscription arbitraire de Cuba sur la liste unilatérale du département d'État des sponsors présumés du terrorisme, a-t-il averti.

"Il s'agit d'une désignation sans fondement, sans autorité et sans soutien international, qui vise à justifier et à durcir le siège contre Cuba par lequel les États-Unis continuent de punir le peuple cubain".

Selon le représentant cubain, il ne suffit pas de reconnaître que Cuba coopère pleinement avec les États-Unis dans la lutte contre ce fléau, comme l'a admis le département d'État, mais il faut sans plus tarder retirer l'île de cette liste fallacieuse.

M. Rodríguez a évoqué le débat convoqué par l'Assemblée générale sur la fin des mesures coercitives unilatérales extraterritoriales utilisées comme instrument de coercition politique, qu'il a qualifié d'opportun.

L'élimination complète, immédiate et inconditionnelle de ces mesures est une exigence historique de la communauté internationale, exprimée dans les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et du Conseil des droits de l'homme, ainsi que dans de nombreuses déclarations, a-t-il rappelé.

Le vice-ministre a remercié la solidarité internationale face au siège américain tout en assurant que la nation caribéenne ne renoncera pas à son système de justice sociale malgré les limitations imposées.

"Nous continuerons à être une nation absolument indépendante et souveraine, maîtresse de son destin. C'est une conquête obtenue grâce au sacrifice de plusieurs générations, que nous défendrons toujours", a-t-il ajouté. (Source : Prensa Latina).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/357333-cuba-denonce-a-lonu-limpact-nefaste-des-mesures-coercitives>



Radio Habana Cuba